

le Japon, doit donc prendre le Marché commun au sérieux. Les Dix forment déjà une unité marchande qui est de beaucoup la plus considérable du monde; l'an dernier, ils ont importé de l'extérieur de la Communauté des marchandises d'une valeur globale de 70 milliards de dollars. De ce montant plus de deux milliards sept cent mille dollars représentaient des marchandises en provenance du Canada. Cela équivalait à 17 p. 100 de nos exportations totales et à environ la moitié de nos exportations en dehors de l'Amérique du Nord; la CEE devenait ainsi de loin notre second grand partenaire commercial.

Et pourtant nous pouvons faire mieux. Nous aurons à faire beaucoup mieux. Depuis 1958, les exportations canadiennes vers la CEE ont considérablement augmenté. Elles n'ont toutefois pas progressé au rythme des importations totales de la CEE en provenance du monde extérieur. Notre participation à ces marchés a diminué. Ce qui est tout aussi important, nos exportations vers la CEE n'ont pas suivi la tendance qui caractérise les importations de la Communauté: prépondérance des produits manufacturés et des produits de transformation par rapport aux matières premières et aux produits de base. C'est là, particulièrement dans les secteurs de technologie intensive, que nous aurons à réaliser la plus grande amélioration.

Il n'a pas été facile d'analyser la raison de nos difficultés en ce qui concerne cette catégorie d'exportations vers la CEE. Il y a eu un problème d'accès pour un certain nombre de produits, dont quelques-uns sont d'un intérêt vital pour le Canada. Mais il ne convient pas d'exagérer ce problème. Dans l'ensemble, les tarifs douaniers communs de la CEE sont bas. En dépit, des politiques de protection adoptées dans le secteur agricole, la Communauté reste un grand importateur de produits de l'agriculture. D'autres nations commerçantes ont remporté des victoires sur le marché de la CEE. Les Américains ont bien réussi à cet égard, avec leurs exportations de produits avancés, mais, évidemment, ils ont eu l'appui de leurs investissements massifs en Europe occidentale. Une grande partie de la difficulté est due probablement à nos structures industrielles et à nos habitudes de commerce. Il est évident que nous ne pouvons guère bien vendre ce que nous ne fabriquons pas, et c'est pour cette raison que nous envisageons notre politique générale à l'égard de la CEE en fonction des politiques que nous cherchons à mettre en oeuvre dans d'autres domaines: énergie, investissements, industrie en général y compris l'industrie secondaire ainsi que la recherche et le développement, et études portant sur des domaines connexes. Le succès que nous obtiendrons dans la pleine mise en valeur de nos ressources pourrait bien se rattacher dans une certaine mesure au succès remporté au même égard par la CEE. Nous devrions nous intéresser davantage à ce marché en expansion,

mais difficile, en suivant le rythme de son développement et en agissant comme nous le faisons par exemple dans le cas du marché américain.

* * * *

Ces dernières années, nous avons fait de grands efforts pour développer des relations économiques plus étroites dans le domaine des produits de technique avancée. Nous avons envoyé des missions technologiques et des missions commerciales en Europe. Nous avons obtenu quelques bons résultats, mais je crois que nous allons maintenant en obtenir de meilleurs. J'ignore si les Européens ont eu dans le passé la volonté politique de faire l'effort nécessaire. Ils peuvent avoir éprouvé des doutes sur la mesure d'indépendance véritable des intérêts canadiens et sur notre désir de collaborer dans l'avenir. Je doute que jusqu'à ces derniers temps nous ayons exprimé ce désir assez clairement aux Européens pour les détourner de leur souci de consolidation intérieure. M. Pepin et moi-même avons souligné cette intention lors de nos visites dans les capitales d'Europe au cours des dix-huit derniers mois.

UN AJUSTEMENT NÉCESSAIRE

Il va sans dire que nous leur signalerons la question de nos intérêts en matière d'exportation, intérêts qui ont souffert de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE: plus de 40 p. 100 de nos exportations de 1971 vers le Royaume-Uni, qui s'élèvent à plus d'un milliard trois cents millions de dollars, pourraient se heurter à des difficultés d'accès. Il y a encore d'autres questions. Je ne vais pas les exposer maintenant puisque vous les connaissez, mais je puis vous assurer qu'elles seront défendues. Il appartenait à la Grande-Bretagne de décider de son adhésion à la CEE. Bien que nous souhaitions le succès de la CEE, les parties à l'élargissement doivent reconnaître que la charge de l'adaptation réservée au Canada est plus lourde que celle que doit assumer n'importe quel autre pays extérieur à la CEE élargie. Si les politiques de la CEE prenaient un tournant protectionniste, notre commerce pourrait en souffrir sérieusement. Nous avons donc été heureux de noter la récente déclaration d'intention rendue publique par les États-Unis et la CEE, qui s'y engagent à entamer de vastes négociations commerciales multilatérales d'ici environ un an. Si un nouvel équilibre se révèle nécessaire, nous désirons qu'il se situe à un plus haut niveau d'échanges, non à un niveau inférieur.

Nous comptons donc discuter avec les Européens non seulement la protection de nos intérêts actuels, mais également notre collaboration avec eux pour l'avancement de nos intérêts communs. De part et d'autre, nous tirerons parti des politiques d'ouverture sur l'extérieur et des tendances à la libéralisation du commerce mondial, car nos parts respectives en ce domaine sont considérables. Des relations plus